

Motion 2489

Pas de centre fédéral d'attente et de départ à Genève !

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- la volonté de la Confédération et du Conseil d'Etat genevois d'ouvrir le centre fédéral d'attente et de départ (CFA) pour les requérants d'asile de Suisse romande en 2022 au Grand-Saconnex ;
- que le centre de départ sera entouré d'une clôture, que tout passage sera strictement contrôlé et que les requérant-e-s d'asile seront systématiquement fouillés à chaque entrée ;
- que les CFA tels qu'envisagés par la Confédération tiendront malheureusement davantage de lieux de semi-détention que de lieux d'accueil ;
- qu'une telle criminalisation des personnes en situation d'exil est inacceptable et que les multiples restrictions prévues enfreignent leurs droits fondamentaux ;
- que la proximité du CFA avec l'aéroport pose des questions de santé publique, vu la pollution de l'air et sonore extrêmement nocive occasionnée par les avions, sans parler de la stigmatisation qui consiste à placer des requérant-e-s d'asile sur une parcelle qui n'accueillerait jamais un logement ordinaire pour ces raisons ;
- qu'outre la proximité de l'aéroport, celle de la police internationale et d'un centre de détention administrative rendra omniprésente la menace du renvoi avec un impact psychologique certain et provoquera des passages dans la clandestinité ;
- que dans le centre fédéral en phase test à Zurich, comparable, les disparitions ont explosé ;
- que la mise en place d'une politique d'asile dissuasive, poussant à l'irrégularisation des bénéficiaires, coûterait 40 millions de francs au canton de Genève ;
- que la population genevoise a d'ores et déjà compris les violations en termes de droits humains que comporte ce projet et qu'elle se mobilise pour empêcher sa construction ;
- l'avis de droit publié par la Commission fédérale contre le racisme, qui dénonce des restrictions illégales à la liberté de mouvement ;

- le rôle de la Genève internationale dans l'action humanitaire et le respect des droits humains,

invite le Conseil d'Etat

à renoncer à la construction d'un centre fédéral d'attente et de départ CFA à Genève.